

# Les écolabels pour la pêche fourmillent. Voici comment s'y retrouver

3 novembre 2014 / [Lorène Lavocat \(Reporterre\)](#)



La surpêche menace la biodiversité marine. Sur les mers, l'heure est donc au développement durable. Les labels surfent sur cette vague bleue verte, cherchant à valoriser les « *pratiques vertueuses* ». Mais le vice se cache souvent dans les détails de ces référentiels en compétition.

---

---

Nous mangeons toujours plus de poisson. Près de vingt kilos par an et par personne en 2012, selon un [rapport de la FAO](#). Un record, pour le plus grand bonheur de nos estomacs, mais pour le plus grand malheur des espèces marines. Toujours d'après la FAO (Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture), une espèce sur trois serait surexploitée, donc menacée sur le long terme.

Le Programme des Nations unies pour l'environnement (Pnue) va plus loin : sans réforme radicale du secteur de la pêche, nos océans seront vidés de leurs habitants d'ici à 2050. L'arrêt a du mal à passer.



- *Un bateau de pêche dite « artisanale » en Bretagne* -

Pour limiter la casse, un maître mot : le développement durable. Une urgence écologique, mais aussi une opportunité économique : valoriser les pratiques les plus vertueuses pour mieux vendre un produit. C'est ainsi que le secteur de la pêche voit foisonner des écolabels.

Coup double pour la filière, qui se sert du label comme d'un outil marketing, et qui montre ainsi sa volonté d'aller vers des pratiques plus vertueuses. « *Les pêcheurs veulent s'assurer de pouvoir continuer à travailler. Préserver les stocks, c'est préserver leur métier* », explique

Stéphanie Poey, chargée de communication pour le [label MSC](#).

## **MSC, c'est quoi ?**

Le Marine Stewardship Council naît en 1997, d'une alliance atypique entre une ONG, le WWF, et une multinationale, Unilever. À l'origine, un constat commun : l'effondrement du stock de cabillauds à Terre-Neuve provoque une crise économique et écologique sans précédent. Les deux organisations mettent alors au point un référentiel de pêche durable, autour de trois piliers : respect des stocks et des écosystèmes marins, et gestion de la pêche. Une pêche désigne une zone géographique circonscrite, à laquelle correspond une pêche spécifique : par exemple, le homard normand capturé au casier.



Rapidement, le MSC se structure en label privé indépendant, et s'impose peu à peu comme une référence. Aujourd'hui, 228 pêcheries sont certifiées, ce qui représente 8 % des captures mondiales, soit sept millions de tonnes de poissons. Mais en gagnant en importance, le label aurait-il perdu son sens ?

*« Pour atteindre un volume suffisant, ils se sont mis à certifier des pêcheries qui n'ont rien de durable »,* observe Stephan Beaucher, conseiller politique sur la Politique commune de la pêche pour la coalition d'ONG [Ocean 2012](#).

## **Une certification technique et controversée**

Le MSC a établi une trentaine de critères à remplir, comme l'obligation d'études d'impact sur le milieu marin ou l'interdiction de certaines pratiques de pêche. *« Pour obtenir le label, les pêcheries volontaires font appel à un organisme certificateur indépendant, qui mène une évaluation pendant plus d'un an »*

, détaille Stéphanie Poey.

Coût total de l'opération : de 30 000 à 50 000 €. « *Le MSC ne touche aucune somme d'argent liée à l'évaluation et à la certification d'une pêcherie, afin de garantir son indépendance* », précise le site du label.

Mais certains estiment que ce système favorise les conflits d'intérêt. En 2011, Sylvain Angerand, des Amis de la Terre, et la chercheuse Amélie Lescroel signent une tribune dans *Rue 89*, pointant le problème :

« *Une pêcherie qui souhaite être certifiée fait appel à une des sociétés accréditées et la paye pour réaliser l'audit. Quand on sait qu'un audit MSC coûte entre 10 000 et 100 000 euros et que ces sociétés d'audit sont en très forte concurrence, chacun comprendra que l'indépendance est très relative.* » Sous-entendu, les pêcheries pourraient être tentées de choisir des sociétés réputées pour leur laxisme, afin d'être sûres d'obtenir le précieux logo.



- *Un chalutier à perche, considéré comme industriel.* -

Pour le MSC, il n'y a aucun risque, car « *l'organisme de certification met en jeu son accréditation ainsi que sa réputation s'il fait preuve de partialité pour la pêcherie qui le rémunère* ». « *Le problème, c'est que leur rentabilité repose sur le business qu'ils font autour du label,*

note Claire Nouvian, de l'ONG Bloom. *Le MSC est en train de se décrédibiliser.* »

## Guerre des labels

Dans le sillage du Marine Stewardship Council et des critiques dont il fait l'objet, d'autres labels émergent. « *Chacun veut créer son propre référentiel, c'est la guerre* », commente Claire Nouvian. Association, entreprise, gouvernement. France Agrimer planche depuis quelques années sur une version tricolore et publique du MSC. « *Les Français font peu confiance au privé, car il peut y avoir des problèmes de neutralité*, analyse Claire Geroudet, responsable du projet. *Tout en restant ouvert à l'international, nous voulons aussi valoriser les produits français.* »

Le label, qui devrait voir le jour début 2015, rencontre d'ores et déjà une farouche opposition de la part de certaines associations. « *C'est la dernière chose dont on a besoin* », s'emporte Claire Nouvian. « *Ils se sont dit, on va promouvoir le Made in France, c'est-à-dire les produits des industries de pêche de l'Hexagone* », ajoute Stéphan Beaucher.

Autre acteur, autre label. « *Les pêcheries les plus durables sont celles qui sont artisanales* », explique Bruno Correard, secrétaire général de l'association Smart (Small-scale Artisanal). Parce qu'elles utilisent généralement des bateaux plus petits, et des engins de « *pêche passive* » (ligne, canne, palangre, casier), ces pêcheries ont un impact plus limité sur l'environnement. Le référentiel Artysanal, géré par l'association, devait être rendu public cet été. « *On attend de voir* », commente, sceptique, Stéphan Beaucher.



## Le curseur de la durabilité

Car pour les ONG, aucun label sur le marché n'est suffisamment exigeant pour être satisfaisant. « Ils n'abordent pas la question de l'habitat, et sont dans une approche par espèce, alors qu'il faut réfléchir en terme d'écosystème », précise Claire Nouvian. « Tout dépend de où on place le curseur de la durabilité », répond Stéphanie Poey, qui reconnaît que « le MSC ne veut exclure aucun type de pêche a priori. » Comme le chalutage ou la pêche en eaux profondes.

« Quand les consommateurs veulent du poisson durable, il existe deux options pour répondre à cette demande : la pêche peut devenir plus durable ou la définition de durable peut être édulcorée jusqu'à devenir pratiquement dénuée de sens », met en garde Jennifer Jacquet, professeur adjoint à l'Université de New York et auteur d'une étude parue dans la revue *Biological Conservation* qui critique le MSC.



- Pêcheurs sur échasses, au Sri Lanka. -

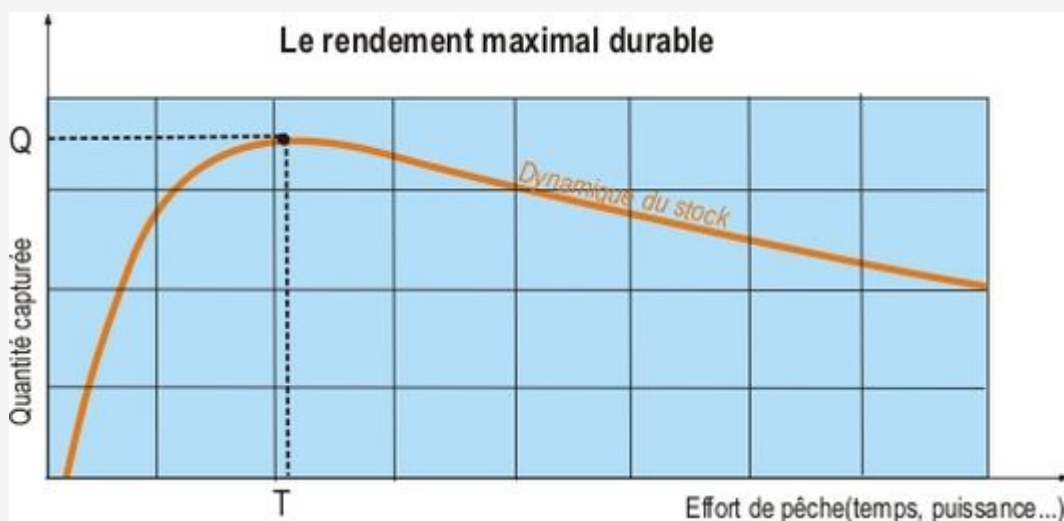
Parmi les exemples cités, la pêche à la palangre ciblant l'espadon au Canada, qui présente des niveaux élevés de prises accidentelles. La capture de 20 000 espadons par an génère la capture de 100 000 requins ainsi que 1200 tortues caouannes menacées et 170 tortues luth en voie de disparition.

De son côté, le MSC publie régulièrement un rapport des impacts environnementaux du

programme. D'après lui, les pêcheries certifiées mettent en place des plans pour limiter les captures accidentelles, ou développent des outils pour améliorer la connaissance du milieu marin.

« *Le label permet d'impulser une dynamique vertueuse, affirme Stéphanie Poey. Et oui, dans la plupart des cas, les stocks sont en meilleur état.* » Optimiste, elle espère éviter l'apocalypse marin prédit pour 2050 : « *Si on gère bien les stocks, ils se renouvellent !* »

« *Le curseur actuel, c'est le Rendement Maximal Durable (RMD), explique de son côté Stephan Beaucher. Or il permet tout juste d'arrêter la dégradation, pas de renouveler les stocks.* » Ce RMD, censé concilier exploitation et préservation de la ressource, correspond à la plus grande quantité de poissons que l'on peut capturer sans affecter le processus de reproduction.



- Sur la graphique, la courbe représentant l'état de la ressource (le nombre de poissons capturés) diminue si l'effort de pêche est trop important. -

### **Donner le pouvoir au consommateur**

Les écolabels, des caches-misères ? « *On nous fait croire qu'au milieu d'un océan de pratiques non durables, il y a quelques pépites,* note Stephan Beaucher. *Mais on ne résout pas le problème de la surexploitation.* » Pour Bruno Correard, il s'agit de « *privilégier les systèmes les plus vertueux* ».

Encore faut-il que le consommateur s'y retrouve. Seuls 4 % des Français identifient clairement

le logo MSC, pourtant le plus répandu. Pour séparer le bon grain de l'ivraie, « *une norme ISO encadrant les labels de pêche durable est actuellement en cours d'élaboration* », annonce Claire Geroudet. Certifier les certifications pour clarifier la situation.

« *Avec les labels, on délègue à d'autres le soin de choisir ce que l'on mange, dénonce Stephan Beaucher. Il faut plutôt donner au consommateur les moyens de s'informer, pour qu'il décide en son âme et conscience.* » Les guides concoctés par les ONG fleurissent.



- *Le guide de Greenpeace* -

Mais avons-nous le temps, en faisant nos courses hebdomadaires, de passer au crible de l'exigence écologique tous les produits ? « *Certains passent des heures avant de choisir une voiture ou un portable, tranche Stephan Beaucher. L'enjeu alimentaire vaut la peine de prendre le temps de réfléchir.* »

**Source :** Lorène Lavocat pour *Reporterre*

Première mise en ligne le 10 septembre 2014.

**Photos :**

- . Chapô : [Pixabay](#) (Coffy / Public Domain CC0)
- . Bateau de pêche artisanale : [Wikimedia commons](#) (Pline / CC BY-SA 3.0)
- . Pêcheurs Sri Lankais : [Wikipedia](#) (Bernard Gagnon / CC BY-SA 3.0)
- . Chalutier à perche : [Wikimedia commons](#) (Jean-Pierre Bazard / CC BY-SA 3.0)

**Lire aussi :** *En Méditerranée, il reste du thon rouge, mais seulement pour la pêche industrielle*

---

Cet article a été rédigé par une journaliste professionnelle et a entraîné des frais. Merci de soutenir *Reporterre* :





- **Emplacement** : Accueil > Enquête >
- **Adresse de cet article** : <https://reporterre.net/Les-ecolabels-pour-la-peche>